



LA MICROFINANCE : UNE SOLUTION À LA CRISE FINANCIÈRE

JACQUES ATTALI*

A priori, la microfinance est trop petite pour représenter un enjeu significatif dans la crise financière globale qui vient de commencer : elle ne concerne que les plus pauvres des entrepreneurs du monde qui n'empruntent que quelques centaines de dollars par an pour assurer leur fonds de roulement ou pour développer leur petite affaire ; au total, elle ne représente qu'un encours mondial de 30 milliards de dollars, ce qui est évidemment dérisoire comparé aux 80 000 milliards de dollars d'encours du système bancaire mondial.

La microfinance ne peut cependant échapper aux conséquences de la crise dont les multiples pressions risquent de se traduire globalement par une augmentation des charges d'exploitation des institutions de microfinance (IMF) et par un accroissement de leur portefeuille à risque. On peut certes espérer

un impact modéré, voire des conséquences salutaires sur l'organisation et le fonctionnement du secteur, mais celui-ci ne sortira indemne ni de la crise financière, ni de la crise économique qui s'enchaîne à elle.

Par ailleurs, les mêmes qui jugent ridicule le poids financier de la microfinance regardent avec mépris ces institutions de microcrédit, comme si elles incarnaient la forme la plus archaïque de la finance qu'il faut très vite dépasser pour permettre à tous les gens du monde d'avoir accès aux banques conventionnelles dont la présence dans un quartier ou une ville est vue par ces soi-disant élites comme une marque de progrès économique et social.

En réalité, elle est au cœur de ce qui constituera un jour la réponse structurelle à la crise financière. Parce qu'elle est fondée sur des principes exactement inverses de ceux pratiqués

* Président de PlaNet Finance.

par les banquiers qui ont déclenché la crise : une finance éthique, responsable, au service de l'entreprise, fondée sur la connaissance intime du client.

L'IMPACT DE LA CRISE FINANCIÈRE SUR LA MICROFINANCE

La crise financière et sociale actuelle confronte les acteurs de la microfinance à plusieurs défis. Révélatrice de certaines faiblesses du secteur, elle peut également provoquer des évolutions salutaires que certains facteurs positifs, qui font la force et sont le cœur de la microfinance, faciliteront.

Des risques sérieux

Après avoir connu une croissance annuelle régulière et forte, de l'ordre de 20 % depuis 10 ans, le secteur de la microfinance, qui concerne aujourd'hui près de 200 millions de personnes, semble en effet désormais entrer dans une période d'instabilité : montée du risque sur les micro-entrepreneurs, risque de change et de liquidité pour les IMF, concurrence entre IMF pouvant conduire à des situations critiques. Ainsi, pour 2009, les acteurs de la finance prévoient une diminution de croissance de 20 %, une baisse de qualité des actifs et une chute de la rentabilité.

La contraction des liquidités

La préoccupation la plus immédiate est l'effet de la contraction mondiale

des liquidités sur le coût et la disponibilité des ressources pour les IMF qui ne collectent pas de dépôts. Dans ces conditions, le problème de refinancement risque de s'accroître au cours des deux prochaines années. Les IMF anticipant une pénurie de fonds seront incitées à diminuer leur croissance et à réduire le nombre de nouveaux prêts. Conscientes de ce risque, les institutions financières publiques ont commencé à réagir, telles la SFI et la KfW. Estimant à 1,8 milliards de dollars en 2009 les besoins de refinancement des IMF, elles viennent de lancer une initiative conjointe sous la forme d'une « facilité pour le renforcement de la microfinance » dotée de 200 millions de dollars.

L'accroissement du risque de change

En raison de l'affaiblissement des monnaies nationales, les IMF qui empruntent en devises étrangères craignent le double choc de la hausse des taux d'intérêt et des coûts du remboursement en monnaie forte. Dans les cas les plus extrêmes, en raison de bailleurs internationaux ou de banques peu regardantes, certaines institutions ont jusqu'à 80 % de leur passif en devises étrangères et sont donc massivement exposées à des risques de changes. Dans un environnement de très forte volatilité des taux de change, cela peut représenter plus de 50 % de leurs charges dont la répercussion sur la clientèle est évidemment impossible. Les IMF qui résistent le mieux sont donc celles qui gardent une épargne stable et qui empruntent peu sur les marchés internationaux.

La raréfaction de l'épargne

Certaines IMF ont en effet été confrontées à des retraits importants. Ainsi, plusieurs banques de microfinance en Europe de l'Est et en Asie Centrale ont subi une vague de retrait d'épargne dans les semaines qui ont suivi l'annonce de l'effondrement de la banque Lehman Brothers. Cependant, les cas de retrait sur une grande échelle restent pour le moment rares de sorte que les IMF qui ont établi une base d'épargne stable demeurent moins en risque que celles qui empruntent sur les marchés internationaux.

Les conséquences de l'inflation

Celle-ci peut évidemment compromettre la capacité de remboursement comme celle d'emprunt des clients de la microfinance. L'augmentation considérable des prix de certaines denrées alimentaires dans de nombreux pays a créé un effet de panique au sein des populations les plus pauvres. La crise financière, associée à celle des matières premières, a donc toutes les chances d'affecter gravement le comportement des emprunteurs qui trouvaient, grâce au microcrédit, une issue à la prison de la pauvreté. D'une part, cette inflation est de nature à augmenter la demande de microcrédits à des fins de consommation, d'autre part, elle risque d'engendrer des défauts de paiement et de provoquer ainsi un très fort surendettement des clients de la microfinance.

Une grande capacité de résistance de la microfinance

Au-delà de l'afflux de clients nouveaux, exclus progressivement par la crise du système bancaire traditionnel, la microfinance paraît bien armée face à la crise.

L'impact limité de la crise sur l'investissement social et les dons (privés et publics)

L'économie de la microfinance continue de reposer en partie au moins sur des fonds venant de sources liées à la philanthropie (dons privés) ou à la subvention publique (aide publique au développement), mais aussi à l'investissement socialement responsable. Ces fonds sont en particulier utiles pour financer l'assistance technique nécessaire à la création de nouvelles IMF, au soutien des IMF fragiles, au développement de nouveaux produits et à l'accès à la microfinance de populations très vulnérables (malades, personnes isolées...). Si on ne constate pas pour le moment de ralentissement dans les contributions sous forme de dons privés, on relève toutefois une évolution dans le comportement des partenaires dont l'objectif et les critères d'attribution des contributions sont gérés de façon plus rigoureuse en fonction de la politique de l'entreprise, de ses métiers et de ses zones d'intervention. S'agissant des dons publics, on peut raisonnablement penser que la microfinance sera tenue à l'écart des réductions éventuelles que pourrait subir l'aide publique au développement. La raison essentielle étant d'ailleurs que jusqu'à présent, ce secteur n'a guère

bénéficié des largesses des bailleurs de fonds même si certains, bilatéraux pour la plupart, ont plus rapidement que d'autres inclus ce secteur dans leurs priorités.

L'impact limité du ralentissement des transferts des émigrés

La réduction brutale de ces transferts - due principalement à la montée du chômage dans les pays d'émigration - a des conséquences parfois dramatiques, particulièrement dans les pays où ces transferts sont les plus importants (Mexique, Amérique Centrale par exemple). L'impact sur la microfinance reste cependant limité principalement en raison de l'utilisation encore largement consacrée à la consommation courante qui en est jusqu'à présent faite.

Les effets de la crise sur les nécessaires réformes du secteur de la microfinance

Tout laisse penser que la crise des *subprimes* incitera les acteurs de la microfinance à engager les réformes nécessaires pour consolider les bases de ce secteur et assurer l'équilibre entre les objectifs sociaux et la rentabilité des actionnaires. On ne peut oublier en effet que le principe des *subprimes* répond plus ou moins à la même logique que celui du microcrédit : compenser par le crédit la faiblesse des revenus et donner accès aux services bancaires à des gens qui en sont exclus. Bien entendu, l'application, dans tous ses aspects, est radicalement différente, mais le sort des *subprimes* ne peut pas ne pas servir d'alerte et provoquer des analyses et des corrections dans le

secteur de la microfinance. La crise, en révélant ou en aggravant les déséquilibres et en montrant tous les dangers, pourrait donc avoir le mérite de clarifier certains fonctionnements et de conduire à assainir certaines pratiques pour éviter que la microfinance ne connaisse des dérives du même type que celles qu'ont connues les *subprimes* : arbitrage coût/accès au crédit (aujourd'hui en faveur de l'accès à tout prix), vigilance accrue à l'égard du surendettement, mise en place de centrales de risques sont autant de chantiers dont la crise accélère la mise en route. De la même façon, le rééquilibrage entre éthique et rentabilité est une autre conséquence possible de la crise financière sur le secteur de la microfinance. Concilier objectif social et retour sur investissement est en effet un des défis majeurs de la microfinance. Or, on a vu ces deux dernières années se multiplier la création de fonds de microfinance qui, sous couvert de finance éthique, étaient à la recherche d'une rentabilité la plus forte possible. Leur raréfaction, malgré certains effets négatifs évidents, peut en réalité aider la microfinance à maintenir ou retrouver son objectif premier.

L'EXEMPLE DE LA MICROFINANCE COMME SOLUTION À LA CRISE

Chacun reconnaît maintenant que la source principale des désordres actuels réside dans un système financier tout occupé à faire des profits pour lui-même par un octroi excessif de

crédits à des consommateurs ou des entreprises n'ayant pas nécessairement les moyens de rembourser (en particulier les plus pauvres, au moyen des prêts *subprimes*), transférant à d'autres les risques de ces crédits, gardant pour soi l'essentiel des profits qui devraient revenir aux entreprises, en inventant des produits virtuels sans aucune réalité. Les banquiers sont devenus les héros d'un système dont ils devraient être les serviteurs. Ils se servent trop souvent avant de servir.

La microfinance répond point par point à ces critiques, par les quatre principes qui la fondent, et qui devraient inspirer la réforme du système financier mondial

Aider

D'abord, par sa philosophie : la microfinance vise à aider ses clients à devenir autonomes en leur accordant des crédits générant des revenus, et non pas en les endettant, sans espérance de richesse nouvelle autre qu'une spéculation patrimoniale. Si le système bancaire américain avait appliqué les principes de la microfinance, les *subprimes* n'auraient sans doute jamais existé.

Connaître

Ensuite par son mode d'octroi des crédits : connaître les besoins des clients. Les agents de crédit, dans la microfinance, connaissent leurs clients et ils ont une idée très précise de leur capacité à rembourser. Si le système

bancaire avait appliqué ce principe, il n'aurait jamais accepté de financer des prêts titrisés à des clients lointains, mal connus.

Risquer

Aussi par sa façon de concevoir la façon de risquer : une institution de microfinance garde dans son bilan les crédits qu'elle accorde, donc les risques ; elle ne prend même parfois pas de gages. Si le système bancaire avait appliqué les principes de la microfinance, il n'aurait jamais accepté de transférer les risques à d'autres acteurs, perdant tout contact avec l'analyse réelle des risques, avec la seule garantie fantomatique des CDS (*credit default swaps*).

Servir

Enfin, par sa morale : servir. La microfinance est au service des entreprises et non d'elle-même. Elle considère que sa finalité est d'aider les entreprises clientes à faire des profits plus que d'en faire elle-même. Même si ses taux d'intérêt sont élevés, les profits qu'elle dégagne sont très inférieurs à ceux des entreprises qu'elle finance. Si le système bancaire mondial avait appliqué les principes de la microfinance, il n'aurait jamais accepté de garder pour lui l'essentiel des profits créés par ses prêts. Cela ne l'aurait pas empêché de participer à une forte croissance : celui de la microfinance est à deux chiffres.

Il est donc essentiel de promouvoir aujourd'hui la microfinance et de

mettre ses quatre principes au cœur de la réforme de la finance globale. De comprendre que les principes de la microfinance, que les principes d'une finance éthique, ne sont en rien ceux d'une finance archaïque mais qu'ils constituent, bien au contraire, l'avenir de la finance et la condition de la survie de l'économie mondiale : *back to the future*. Il est en particulier essentiel de faire de la finance une industrie au service des autres et non d'elle-même. De faire de la banque un service d'intérêt général et non une source d'accaparement du profit. Il est aussi, en particulier, urgent d'utiliser les patrons de cette industrie financière si particulière comme

conseils dans la réforme du système bancaire mondial.

Sans doute, faudra-t-il beaucoup d'efforts pour convaincre les maîtres de la finance d'aujourd'hui, dont l'arrogance reste entière malgré leur débâcle, d'écouter ces banquiers aux pieds nus, venus de nulle part. Il faudra aussi accorder à l'industrie de la microfinance beaucoup plus de moyens pour se développer, pour toucher plus de pauvres, relançant de la sorte une demande mondiale saturée au Nord par l'excès de dettes, et participant ainsi à l'émergence d'un monde nouveau, plus équilibré, plus juste, dont la naissance marquera le commencement de la fin du désordre actuel.